

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 08 mars 2014

(5^{ème} séance de l'année 2014)

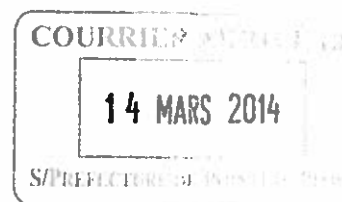
Délibération n°COM-2014-03-01

OBJET : Approbation du procès-verbal de la séance du 13 février 2014

L'an deux mille quatorze, le samedi huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie d'Anse-Bertrand sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRESENTS : (31)



M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean-Luc BERNARD, M. Jules CAFFAT, M. Edgard CARLET, M. Alfred DONA ERJE, M. Sylvere ENODIG, Mme Anthe ERONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPUHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAIL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OULAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Joël TAVARS, M. Edmond MARCEL, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, Mme Sabine ALAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Daniel DULAC, M. Patrick CORNELIE

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Olga BERAIL

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGIER, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO,

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 0

A été élu secrétaire de séance : M. Patrick CORNELIE

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales :

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération :

Considérant que le Procès-verbal (PV) de la séance du conseil communautaire en date du 13 février 2014 était joint à la convocation du conseil communautaire ;

Considérant que l'assemblée ne formule ni remarque, ni observation quant au projet de PV transmis ;

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré, et voté :

VOTE		
Pour	Contre	Abstention
30	0	1 (Madame Sabine MAMERT-LISTOIR)

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver le procès verbal de la séance du conseil communautaire en date du 13 février 2014.

ARTICLE 2 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ
CONFORME,



Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues, 97100 Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 08 mars 2014

(5^{ème} séance de l'année 2014)

Délibération n°COM-2014-03-02

OBJET : Débat d'orientation budgétaire pour l'année 2014

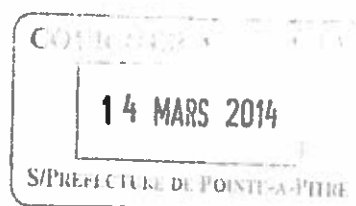
L'an deux mille quatorze, le samedi huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie d'Anse-Bertrand sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice :

36

PRESENTS :

(30)



M. Jean ANZALA, M. Basile ARTHUR, M. Jean-Luc BERNARD, M. Jules CAFFAT, M. Edgard CARLET, M. Alfred DONAERIE, M. Sylvère ENODIG, Mme Anthe FIRONI, M. Philipson FRANCFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPIHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITTEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OUJAGIR, Mme Laure PHAETON, M. Pierre PORLON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, M. Edmond MARCEL, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, Mme Sabine MAMERT-LISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Daniel DULAC, M. Patrick CORNELIE

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Olga BERAL.

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHE-MAYEKO.

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 1 (M. Joël TEWARS à M. Daniel DULAC)

A été élu secrétaire de séance : M. Patrick CORNELIE

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Conformément à la loi du 06 Février 1992 portant sur l'Administration Territoriale de la République (A.T.R.), les Collectivités Territoriales et leur Etablissement de Coopération doivent organiser, dans les deux mois précédant le vote du Budget Primitif, un Débat d'Orientation Budgétaire (D.O.B) :

Considérant que le D.O.B permet à l'Assemblée délibérante de discuter des orientations à donner à l'exercice à venir, des engagements pluriannuels et qu'il donne aux élus la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de la Collectivité ;

Considérant que les principaux éléments du D.O.B sont constitués par la présentation du contexte dans lequel s'inscrit la C.A.N.G.T, ainsi que par la mise en discussion des options proposées pour la gestion des compétences transférées et leur mode de financement ;

Considérant le contexte (élections municipales) dans lequel s'inscrit la présentation du 1^{er} D.O.B. de la C.A.N.G.T, l'établissement public a pour obligation de voter son budget primitif dans les 3 mois suivant sa date de création (soit avant le 31 mars 2014) ;

Considérant que ce dispositif comporte un certain nombre d'inconvénients au nombre desquels l'obligation de travailler à partir de la situation financière et des ressources évaluées (dotation de l'Etat, fonds de péréquation, recettes fiscales) ne pouvant être connues avec certitude avant le mois de Mars ;

Considérant que le D.O.B. se déroule dans le cadre de la préparation d'un budget de transition en combinaison avec les arbitrages politique et que la phase décisionnelle de vote doit intervenir lors d'une prochaine séance du Conseil Communautaire ;

Considérant les éléments présentés, déclinés et expliqués dans la note de synthèse du conseil communautaire de ce jour ;

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après échanges

Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De prendre acte du débat d'orientation budgétaire pour l'année 2014.

ARTICLE 2 : De donner tous pouvoirs à Madame la Présidente pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, est chargé, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer qu'elle a force grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours devant le Tribunal administratif de Port-Louis. Le recours doit être introduit au Tribunal administratif de Port-Louis (6, rue Victor Hugo, 97100 Port-Louis) : Téléphone : 05 90 81 15 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : tribunal@port-louis.gouv.fr ou tribunal@port-louis.gouv.fr ou d'un recours devant le Tribunal administratif de Port-Louis, en vertu de l'article R. 121-7 du Code de justice administrative, pourvu qu'elle ne soit pas déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 121-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 08 mars 2014

(5^{ème} séance de l'année 2014)

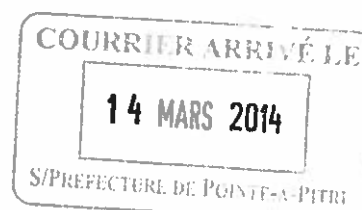
Délibération n°COM-2014-03-03

OBJET : Détermination du lieu de la prochaine réunion

L'an deux mille quatorze, le samedi huit mars, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération s'est réuni, à la salle des délibérations de la mairie d'Anse-Bertrand sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice : 36

PRÉSENTS : (30)



M. Jean ANZALAI, M. Basile ARTHUR, M. Jean-Luc BERNARD, M. Jules CAFFAIT, M. Edgard CARLET, M. Alfred DONA FERIE, M. Sylvère ENODIG, Mme Anithe ERONI, M. Philipson FRANCHFORT, M. Joseph HILL, M. Marc JASMIN, Mme Victoire JASMIN, M. Jean-Claude LOMBION, Mme Marcienne LORMEL/ARPHEXAD, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, Mme Alexina MEKEL, M. Florent MITEL, M. Blaise MORNAL, M. Patrice MOUDAT, Mme Nadia OULAGIR, Mme Laure PILLETON, M. Pierre PORLON, M. Harry ROUX, Mme Alice RUSCADE, Edmond MARCEL, Mme Maxette RIBEMONT ép. ROSEMOND, Mme Sabine MAMERTLISTOIR, Mme Marianne LOYSON, M. Daniel DULAC, M. Patrick CORNELIE

DELEGUE(S) EXCUSE(S) : M. Olga BERAIL

DELEGUE(S) ABSENT(S) : M. Jean BARDAIL, M. Max BYRAM, José LUDGER, M. Alain MOUSTACHIE-ALAYTEKO

DELEGUES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : 1 (M. Joël TAVARS à M. Daniel DULAC)

A été élu secrétaire de séance : M. Patrick CORNELIE

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

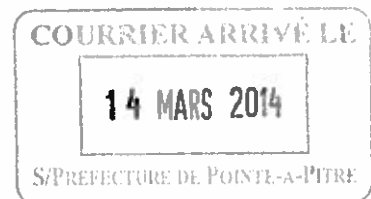
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Considérant que les séances du Conseil Communautaire doivent être organisées au siège de la Communauté d'Agglomération ou dans un lieu choisi par le conseil dans l'une des Communes membres.

Considérant le fait que l'article L. 5211-11 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au moins une fois par trimestre ou, pour les syndicats formés en vue d'une seule œuvre ou d'un seul service d'intérêt intercommunal, une fois par semestre. A cette fin, le président convoque les membres de l'organe délibérant. L'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres. Sur la demande de cinq membres ou du président, l'organe délibérant peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos ».

**Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré, et voté à l'unanimité**



DECIDE

ARTICLE 1 : Que la prochaine séance du conseil communautaire se tiendra à la mairie de Morne-A-l'Eau.

ARTICLE 2 : La Présidente, le Directeur Général de la Communauté d'agglomération du nord grande terre, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

La Présidente

Mme Gabrielle LOUÏSE


Transmis à la Sous-Préfecture

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre : Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : prelle-la-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Ma décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.